

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue docteur Duroselle
16000 ANGOULEME

Angoulême, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE AGRICOLE de Mansle/Aunac

9 avenue des combattants d'Afrique du Nord
16230 Mansle-Les-Fontaines

Références : 2026_428_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE de Mansle/Aunac implanté 9 avenue des combattants d'Afrique du Nord, 16230 Mansle-les-Fontaines. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE AGRICOLE de Mansle/Aunac
- 9 avenue des combattants d'Afrique du Nord, 16230 Mansle-les-Fontaines
- Code AIOT : 0007202264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la COOP de Mansle exploite des silos de stockage de céréales verticaux (équipés de séchoirs) et à plat ainsi qu'un stockage d'engrais et de produits phytosanitaires.

Sur le plan des ICPE, l'arrêté préfectoral du 24/03/2005 a autorisé l'exploitation des installations du site de Mansle.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10/09/2020 a actualisé la liste des rubriques ICPE dont relèvent les installations : l'enregistrement pour les silos plats, l'autorisation pour un silo vertical et la déclaration pour les autres installations classées.

La lettre de donner acte en date du 12/07/2024 classe le site pour la rubrique 4510 sous le régime de la déclaration et une QSP inférieure à 70 tonnes.

La coopérative est actuellement à la recherche d'une nouvelle direction pour le site.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste sur les produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, réalisée dans le cadre d'une action régionale « coup de poing » sur les produits chimiques, a permis de constater un manquement concernant l'absence de fermeture à clé de la porte du local de stockage des produits phytosanitaires.

La mise en place de mesures correctives est donc demandée à l'exploitant en ce sens.

Par ailleurs, des améliorations et des mesures correctives sont attendues dans la gestion du stockage de produits chimiques afin de se conformer aux préconisations figurant sur les fiches de données de sécurité (FDS) des produits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

Sur site, l'inspection a demandé la remise des 5 fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques suivantes:

- PROMAN: date de révision le 13/06/2023

ce produit est un herbicide CMR

-PICTOR ACTIVE: date de révision le 05/12/2022

ce produit est un produit phytosanitaire, fongicide non CMR

- PROSARO TECH: date de révision le 30/10/2025

ce produit est un fongicide non CMR

- PAJO: date de révision le 17/12/2024

ce produit est un fongicide non CMR

- GLOBAZTAR AZT 250 SC: date de révision le 30/03/2022

ce produit est un fongicide non CMR

Cet établissement, étant une coopérative agricole, l'ensemble des produits présents sont exclusivement destinés à la vente à leurs adhérents.

L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:

- les fiches de données de sécurité (FDS) sont téléchargeables sur internet via le site "quickfds.fr".

- ces dernières et leurs mises à jour sont toutes en Français et sont toutes postérieures à 2020

- l'organisation mise en œuvre pour donner accès aux FDS aux salariés est la suivante:

* affichage en magasin d'une feuille à l'attention des salariés et des adhérents portant la mention :
« vous pouvez télécharger la FDs sur internet à l'adresse <http://www.quickfds.fr>. Si vous le souhaitez ou si vous ne disposez pas de connexion internet, la FDS est disponible sous format papier auprès de l'agent de dépôt »,

* les salariés sont tous dotés de téléphone portable professionnel leur permettant d'accéder au site internet et de recevoir les alertes de mise à jour des FDS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises .

Constats :

L'inspection a vérifié par échantillonnage la mise en œuvre des prescriptions de la FDS et les mesures de maîtrise des risques mises en place sur le site par l'exploitant.

L'inspection a ainsi constaté:

- Concernant la rubrique 5: Mesures de lutte contre l'incendie

Le local de stockage dispose comme moyens d'extinction de:

- * 3 extincteurs à poudre ABC judicieusement apposés à l'intérieur du local
- * de la matière absorbante en cas de renversement de produit liquide: sable situé à l'entrée à l'intérieur du local

- Concernant la rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de déversement

L'exploitant indique n'avoir à ce jour jamais eu d'incident de type rejet dans l'environnement via un écoulement accidentel dans les égouts, les eaux de surface et souterraines.

L'absence de connexion entre le local et les réseaux d'eau ainsi que le bon dimensionnement de la rétention du local de stockage permettent ainsi d'éviter tout risque de rejet dans l'environnement. En outre, un guide à l'attention des salariés appelé "gestion des situations d'urgences environnementales" a été établi par l'exploitant en cas de déversement accidentel.

La dernière mise à jour de ce guide a été faite le 03/10/2023

- Concernant la rubrique 7 : Manipulation et stockage

L'inspection constate que les produits chimiques sont stockés dans un local spécifique d'une superficie de 224 m².

L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:

* Conditions et local de stockage :

- stockage dans un local réservé exclusivement à cet usage
- local ventilé via une ventilation mécanique
- présence de 2 trappes de désenfumage dûment vérifiées annuellement
- local non fermé à clé
- le sol est cimenté
- affichages à l'entrée du local de l'interdiction de fumer, boire ou manger ainsi que:
 - * les règles de stockage des produits phytosanitaires
 - * les symboles de dangers
 - * le plan des stockages avec identification des produits CMR
 - * la procédure à suivre en cas d'incendie
 - * la procédure de transport des produits phytosanitaires
- la porte du local est une porte coulissante ouvrant de droite à gauche. Elle est coupe-feu 1h et étanche aux flammes 1h30
- présence d'un chauffage électrique d'appoint au cas où la température du local devient inférieure à 4°C.

Toutefois, la présence d'une source électrique à l'intérieur du local de stockage est potentiellement source d'ignition pouvant dès lors causer une étincelle ou une flamme et donc représentée un risque d'explosion ATEX.

* Rangement :

- les produits sont conservés dans leur emballage d'origine (avec étiquette) jusqu'au moment de leur utilisation
- —les produits phytosanitaires sont rangés séparément des autres produits sur des étagères non combustibles -
- aucun produit n'est déposé à proximité des issues
- les équipements de protection individuelle sont stockés à côté du local au niveau du magasin (masques FFP3, gants, vêtements, bottes et lunettes)

Au regard des manquements sus mentionnés, les mesures de maîtrise des risques prises par l'exploitant dans le cadre de la manipulation et du stockage des produits chimiques ne sont donc pas toutes conformes aux recommandations des FDS consultées.

- Concernant la rubrique 13 : Considérations sur l'élimination

L'exploitant indique à l'inspection que les récipients vides sont pris en charge par la société "ADIVALOR" qui fait partie d'une filière de recyclage des bidons et produits phytosanitaires non utilisables (PPNU).

Les contenants vides sont stockés à l'extérieur du local de stockage sur un emplacement dédié.

L'exploitant présente les bordereaux de suivi des déchets à l'inspection mentionnant le code déchets dangereux « 06 13 01* »

Les récipients vides des produits chimiques présents sur le site sont donc éliminés comme un produit dangereux et conformément aux recommandations de la FDS.

Toutefois, un doute subsistait concernant l'élimination du produit "PICTOR ACTIVE"; la FDS indiquant la mention "vers installation d'incinération" uniquement.

Après avoir pris contact avec le fournisseur, l'exploitant envoie à l'inspection par mail du 03/03/2026 la réponse de ce dernier en ces termes:

"Suite à votre question concernant le mode d'élimination des produits et emballages et à l'écart constaté entre les indications figurant dans la FDS en rubrique 13 et la pratique de terrain via la filière ADIVALOR, nous pouvons vous apporter les précisions suivantes :

** Les FDS de BASF sont élaborées selon la réglementation européenne (REACH (CE n°1907/2006) et CLP (CE n°1272/2008). La rubrique 13 "Considérations relatives à l'élimination" est harmonisée au niveau européen, et inclut souvent des formulations génériques telles que l'incinération en installation agréée. Ces textes, uniformes pour l'ensemble des FDS de BASF, ne prennent pas en compte la gestion des déchets, et les filières nationales (notamment la valorisation ou de recyclage via ADIVALOR).*

** En France, BASF est adhérent au programme ADIVALOR, la filière officielle de collecte et de recyclage des Emballages Vides de Produits Phytopharmaceutiques (EVPP) et des Produits Phytosanitaires Non Utilisés (PPNU). Le Logo ADIVALOR est apparent sur toutes les étiquettes de nos bidons et cette information figure explicitement dans nos Conditions Générales de Vente (en PJ). De ce fait, les emballages vides de nos produits doivent être apportés en point de collecte ADIVALOR, où ils sont recyclés.*

** Afin d'éviter toute ambiguïté, nous allons demander à adapter les éléments indiqués en rubrique 13 de nos FDS pour mieux refléter les pratiques françaises de recyclage."*

Cependant, les récipients vides de ce produit sont des contenants souillés (traces de ce produit) et sont donc des déchets dangereux devant être traités par une filière autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de:

* procéder à la fermeture constante à clé du local de stockage des produits phytosanitaires.

* procéder à une évaluation du risque ATEX et à la réalisation du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) afin de définir la zone où se situe le chauffage d'appoint comme une zone ATEX ou non. Dans l'affirmative, le retrait de ce chauffage situé à l'intérieur du local vers l'extérieur du local est nécessaire.

* justifier du bon traitement final du produit "PICTOR ACTIVE" en tant que déchets dangereux par une filière autorisée

* communiquer à l'inspection les mesures correctives prises dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.1025-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Art 25 - I:</u> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le local de stockages des produits chimiques est sous rétention interne sur la totalité de sa superficie.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection de la capacité réelle de ladite rétention ; le volume de cette dernière devant être au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et à la moitié de la quantité de liquides stockés dans l'ensemble du local.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier:</u></p> <p>*du bon dimensionnement de la citerne de rétention associée au local de stockage de produits chimiques ; le volume de la rétention devant être au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et à la moitié de la quantité de liquides stockés dans l'ensemble du local</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
Constats :

L'inspection a constaté que les produits chimiques sont rangés selon leur toxicité.
L'exploitant a établi un plan de stockage des produits chimiques identifiant par zone les produits CMR et non CMR ainsi que les PPNU.
Ils sont, en outre, identifiés, étiquetés et conservés dans leur contenant d'origine.

Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié de la mise en place d'une gestion spécifique des incompatibilités entre produits. Or, au vu du nombre important de produits stockés dans un seul local associé à une rétention interne commune, il existe très certainement des incompatibilités entre eux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de:

* mettre en place une procédure interne permettant de gérer le stockage des produits phytosanitaires en fonction des incompatibilités de chacun et de s'assurer ainsi du respect de la prescription indiquée dans la FDS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Registre entrée/sortie

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.
Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant tient à jour un état des matières stockées en format dématérialisé.

L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks actualisé à date.

Il ressort de ce document un état des stocks de 76 Tonnes de produits chimiques dont 12 tonnes de sur stockage et 18 tonnes d'insecticide pour le Maïs.

Or, conformément à la lettre de donner acte du 12/07/2024, le site soumis au régime de la Déclaration sous la rubrique 4510 est autorisé pour une quantité totale inférieure à 70 tonnes.

L'exploitant explique que cet excédent de produit chimique est la conséquence des conditions météorologiques (pluie/inondation) ne permettant pas aux agriculteurs de travailler dans les champs.

L'exploitant indique à l'inspection que d'ici 3 semaines, le stock sera inférieur à 70 tonnes.

En outre, l'exploitant informe l'inspection que l'établissement va changer prochainement de centrale d'achat et qu'au vu de la politique d'achat de cette centrale, il va stocker beaucoup plus de produits chimiques en même temps.

L'inspection indique à l'exploitant que:

* La rubrique 4510 régime Déclaration prévoit dans son point 2 une quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation "supérieure ou égale à 20 T mais inférieure à 100 T.

Au-delà de ce seuil de 100 T, c'est le régime de l'autorisation qui s'applique.

* en cas de modification perenne de la QSP, un Porter à Connaissance (PAC) devra être déposé auprès des services des installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de:

- l'informer du retour à la QSP de 70 tonnes actuellement autorisée, sous 3 semaines

- lui adresser un PAC lors de l'augmentation de la QSP de la rubrique 4510 ; ce PAC devant être transmis avant la mise en œuvre effective de la modification. Si l'augmentation conduit à une QSP au moins égale à 100 tonnes, soumettant le stockage au régime de l'autorisation pour la rubrique 4510, l'exploitant en avise l'inspection dès que possible (une demande d'autorisation environnementale devant alors être produite).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois